

Manifestations lycéennes et étudiantes : à quand les travailleurs/ses ?

Ce mardi 6 octobre 2026, près de 90 % des universités ont été perturbées à l'occasion de «l'acte III» de la mobilisation initialement lycéenne. La mobilisation de ce mardi a été très importante : le gouvernement annonce 266 000 manifestant·e·s et les organisations syndicales

450 000 manifestant·e·s. À Paris, cela va de 56 000 à 100 000. C'est un très grand succès, qui confirme la dynamique du

mouvement de jeunesse qui traverse le pays depuis plus de 10 jours. Le gouvernement, toujours plus abject, joue avec le feu, la santé et bientôt la vie (?) des jeunes en réprimant extrêmement violemment le mouvement. Plusieurs lycéen·ne·s ont été brutalisé·e·s et mutilé.e.s : un lycéen a perdu un œil, un autre une main tandis que les coups volontaires et les gazages systématiques ont frappé indistinctement. De plus, plus de 5000 élèves ont été interpellés et placés en garde à vue, certains pendant plus de 48h. La police est en roue libre, une fois de plus.



Les slogans des jeunes étaient pour beaucoup très radicaux : beaucoup de « déter et révolutionnaire », « à bas l'état, les flics et les patrons », « ACAB », « tout le monde déteste la police », des dénonciations de la catastrophe et de l'agonie climatique, une colère très forte contre le tri social instauré par Parcoursup mais aussi énormément de pancartes et de drapeaux en soutien à la Palestine. On a pu lire de plus énormément de slogans contre le RN, avec la prise de conscience que la macronie est morte et que tout se jouera entre LFI et le RN. Il se dégageait de cette manif une très grande force et détermination. C'est un mouvement d'une puissance énorme.

Les lycéen·ne·s dénoncent leurs conditions d'étude, le manque de personnels, les classes surchargées, les dysfonctionnements de leurs établissements et de l'éducation nationale. Ces mots d'ordre et cette exaspération raisonnent dans de nombreuses strates de la société. En effet, si l'état de l'éducation nationale est catastrophique, il en est de même dans la plupart des services publics, à l'université, à l'hôpital, etc. La jeunesse des universités ne s'y trompe pas : leur solidarité s'est exprimée d'une très belle manière.

Alors que la construction démocratique se développe dans la mobilisation, les directives dans les lycées sont directement dirigées contre le mouvement : des cours en distanciel pour prétendre maintenir une « continuité pédagogique » (tout en approfondissant la fracture numérique déjà subie par les élèves les plus pauvres) et

l'organisation de prétendues « temps démocratiques » entre les directions et les personnels (il s'agit en réalité d'un moyen pour entraver la mobilisation, de prendre le temps d'identifier les élèves « causeurs de troubles » et de tenter de discipliner l'ensemble, des élèves jusqu'aux enseignant·e·s). À l'Université, les diverses gouvernances utilisent la technologie des cours en « distanciel » pour espérer désamorcer une mobilisation explosive. Rien de mieux que de confisquer les lieux d'études aux usager·e·s pour les empêcher de se les réapproprier, de discuter, de confronter leurs idées, leurs stratégies et leurs revendications. Le gouvernement cherche donc, en plus d'utiliser une violence extrême, de lever les blocus autrement que par la force. Il leur faut absolument couper les liens que les jeunes se font entre elles et eux.

Les gouvernances des universités, le Ministère de l'Éducation Nationale et le gouvernement font les sourdes oreilles aux problèmes et aux revendications qu'expriment actuellement et massivement la jeunesse du pays. Il est plus que temps de les obliger à écouter et à agir pour obtenir enfin du progrès social et renverser à la fois les logiques élitistes dans l'enseignement supérieur et la recherche et les logiques capitalistes et néolibérales du gouvernement toujours plus au service des intérêts des grands capitaux.

L'influence de la France Insoumise dans la mobilisation est très importante. Les représentant·e·s LFI, les divers groupe d'actions, etc., toute la structure de LFI est en ordre de bataille en soutien avec le mouvement lycéen et étudiant. Les syndicats « Union étudiante » et « Union syndicale lycéenne », eux aussi très proches de LFI, tiennent une place prépondérante dans la mobilisation. La force du mouvement laisse penser que les blocus seront massivement reconduits en l'absence de toute réelle concession.

Deux enjeux nous semblent importants : pour que le mouvement de jeunesse puisse faire un progrès démocratique, assoie encore plus ses revendications, élabore et articule son organisation, il faudrait que celui-ci se dote de structure d'auto-organisation. Si des « AG » sont quelques fois organisées, elles relèvent encore de beaucoup de spontanéisme et sont souvent le fruit de l'action de quelques animateurs/trices sans structure la représentation, l'élaboration et la prise de décision. Il est absolument nécessaire qu'une première coordination nationale des lycéen.ne.s et des étudiant.e.s, composée de délégué.e.s élu.e.s et révocable se réunisse au plus vite, avant les vacances scolaires, afin de structurer le mouvement, de le faire passer un cap et d'organiser la reprise du mouvement dès la rentrée.

Ensuite, l'autre enjeu est que le mouvement ouvrier se joigne de façon significative à la jeunesse. De ce point de vue, l'appel des confédérations à une journée d'action le 5 novembre est un véritable coup bas. Rien de mieux, encore plus pour une jeunesse en ébullition, pour démontrer une fois de plus que ces directions de confédérations syndicales sont complètement coupées des jeunes et des travailleurs/ses. Il est d'ailleurs notable que Solidaires n'ait pas signé cet appel, et cela est très rare. Il faut des prises

de positions de grosses structures syndicales permettant aux parents et travailleurs/ses de rejoindre la jeunesse, en protection, en soutien et pour étendre les revendications à leurs secteurs d'activités.

Comme nous avons dit plus haut, les revendications des jeunes sont très proches de celles qui pourraient être portées massivement dans de nombreux services publics. Bien au-delà, ces revendications illustrent les méfaits d'un monde capitaliste prédateur, détruisant tous les biens communs pour les offrir aux capitalistes, étouffant toute contestation dans une violence policière crasse, atomisant tous les collectifs pour forcer le plus grand nombre à se résigner. Il nous faut collectivement relever la tête, et faire en sorte d'ouvrir la séquence d'une mobilisation massive et générale où fleurissent les grèves et les manifestations pour paralyser le pays.

L'Union syndicale lycéenne et l'Union étudiante semblent tenir bons, et montre le chemin avec appel à reconduire les blocus et nouvelle journée de manif jeudi 8 octobre.

Amplifions le mouvement ! Protégeons notre jeunesse des violences policières et étatiques. Rejoignons le mouvement, depuis nos lieux de travail, avec aussi nos revendications. Continuons la grève et les manifestations pour bloquer économiquement le pays !

Lucas Battin, le 7 octobre 2026